

autoactu.com

[Accueil /](#)[Actualités /](#)[Réseaux /](#)

Election Mobilians - Marc...

17/06/2026

Election Mobilians - Marc Bruschet : "Si nous ne nous imposons pas à la table des négociations, nous finirons au menu"

Par Florence Lagarde

Inclus dans votre abonnement

Offrir cet article



Le 24 juin, sera élu le futur président de Mobilians. Marc Bruschet présente sa candidature comme une réponse à la profonde transformation que traverse le secteur automobile. Plus qu'une crise conjoncturelle, il estime que la filière est confrontée à une remise en cause structurelle qui exige un changement de méthode, de gouvernance et de stratégie.

Comme le prévoient les statuts de l'organisation, l'élection du président national de Mobilians qui se déroulera pendant le congrès le 24 juin prochain est confiée à un collège de 256 grands électeurs représentant à la fois les métiers (102), les territoires (102) et les instances de gouvernances nationales (52).

*Trois candidats sont en lice pour succéder à **Francis Bartholomé**, qui préside l'organisation depuis 2014. Dans l'ordre alphabétique : **Denis Bernier**, président du Conseil des territoires ; **Marc Bruschet**, président de la branche Véhicules particuliers ; **Virginie de Pierrepont**, première vice-présidente de Mobilians et directrice générale de Mobipolis.*

Au fil de plusieurs mois de campagne, chacun a présenté sa vision de l'avenir de Mobilians, son diagnostic sur les défis auxquels sont confrontées les entreprises de la mobilité et sa conception du rôle du futur président. Si les constats convergent souvent, les trois candidats se distinguent par leur parcours, leur style de gouvernance et les priorités qu'ils souhaitent porter durant leur mandat.

Nous vous présentons les motivations de chacun d'eux et leur projet pour Mobilians. Hier Denis Bernier, aujourd'hui Marc Bruschet et demain Virginie de Pierrepont.

La candidature de **Marc Bruschet** à la présidence de Mobilians est motivée par "un sentiment de responsabilité", dit-il. "Je ne recherche ni une médaille, ni une reconnaissance sociale, ni une source de revenus. Si je me présente, c'est parce que je considère que notre filière traverse un moment historique." Il souligne que son engagement intervient à un moment où sa situation lui permettrait plutôt de lever le pied : "J'ai toutes les raisons de ne pas le faire. Je suis heureux dans ma vie personnelle, mes fils rejoignent l'entreprise, je suis devenu grand-père, et je continue à prendre plaisir à aller travailler chaque matin."

Marc Bruschet résume sa conception du rôle de président autour de trois critères qu'il juge indispensables : "Pour moi, le candidat à la présidence nationale doit cocher trois cases : la disponibilité, la compétence et la légitimité."

"Dans la conjoncture actuelle, président national de Mobilians, c'est un job à temps plein", dit-il. S'il estime pouvoir assumer cette charge aujourd'hui, c'est parce que ses deux fils, **Thibault** et **Quentin**, ont rejoint son entreprise et que son organisation est suffisamment structurée pour lui permettre de dégager du temps.

Concernant la compétence, il considère que le futur président n'a pas vocation à être l'expert de chaque métier : "La compétence n'est pas la connaissance détaillée de tous les métiers. C'est le rôle du délégué général et des équipes." En revanche, les compétences nécessaires sont, selon lui : la connaissance du secteur automobile, la compréhension des grands enjeux de la filière et la maîtrise des mécanismes d'influence auprès des pouvoirs publics.

Enfin, la légitimité du futur président : "Mobilians est un syndicat patronal. Pour moi, son président doit être un chef d'entreprise en activité."

L'une des principales différences qu'il revendique avec ses concurrents réside dans son diagnostic de la situation. "Je ne pense pas que nous soyons simplement dans une crise. Nous sommes dans une révolution qui nous oblige à tout repenser."

Il cite les bouleversements qui expliquent son analyse : électrification, connectivité des véhicules,

concurrence chinoise, inflation réglementaire européenne et fiscalité française. *"Nous avons des remises en cause structurelles de nos produits, de nos services et de nos modèles économiques"*, résume-t-il.

A cela s'ajoutent des tensions énergétiques, financières et industrielles qui risquent de peser durablement sur l'ensemble de la filière.

Pour autant, Marc Bruschet refuse tout discours pessimiste : *"L'automobile a un avenir solide. Plus de 70% des Français n'ont pas d'alternative crédible à la voiture pour leurs déplacements."* Il voit également dans l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants d'entreprises de la distribution automobile un motif d'optimisme : *"Nous voyons arriver des repreneurs qui ont souvent eu une expérience professionnelle ailleurs et qui ne sont pas là pour faire de la figuration."*

La rupture qu'il appelle de ses vœux concerne d'abord la manière dont Mobilians défend les intérêts de ses adhérents : *"Il faut passer de l'influence à la pression."* Selon lui, la période exige un lobbying plus offensif et plus visible : *"Il faut agir pour ne pas subir."* Il estime que l'organisation doit davantage peser dans les arbitrages politiques, notamment sur les sujets fiscaux et réglementaires : *"Si nous ne nous imposons pas à la table des négociations, nous finirons au menu."* Il veut peser sur le budget 2027 dont il juge la trajectoire *"intenable"*. Pour peser sur la fiscalité, il faut, dit-il, le faire *"avec les clients"*. *"Il faut embarquer avec nous le grand public, avoir un lobbying beaucoup plus offensif. Il faut faire peur aux députés, il faut les frapper à la caisse, et la caisse, c'est leur circonscription, c'est leur élection."*

Cette stratégie passerait notamment par la définition de quelques priorités communes à l'ensemble des métiers. *"Je souhaite organiser des assises réunissant métiers et territoires afin d'identifier quatre ou cinq sujets majeurs que toute la filière défendra d'une seule voix."* Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de l'élection de 2027 du président de la République et des législatives qui suivront : *"Chaque candidat devra se positionner sur les attentes de notre filière."*

Marc Bruschet place également le lobbying européen au cœur de son projet parce que *"une partie essentielle des décisions qui concernent nos métiers se prend aujourd'hui à Bruxelles"*. Il estime que Mobilians doit renforcer sa présence dans les instances européennes et revoir la gouvernance de ses structures de représentation : *"Les élus doivent reprendre la main sur les décisions stratégiques."* Il reconnaît le travail réalisé ces dernières années avec la reconstitution d'un axe de coopération franco-allemand au sein de l'Automotive Mobility Europe (AME), mais juge que cette organisation souffre aujourd'hui d'un défaut majeur de représentativité puisque ni l'Italie (deuxième marché automobile européen) ni la Pologne (cinquième marché européen) n'en sont membres. Pour Marc Bruschet, cette absence fragilise la légitimité et le poids politique de l'organisation face aux institutions européennes.

Il souhaite également modifier la gouvernance du lobbying européen dont il critique une organisation *"trop inspirée du fonctionnement de la Commission européenne"*. Selon lui, les décisions sont aujourd'hui prises principalement par des permanents et des délégués généraux des organisations professionnelles, alors que les chefs d'entreprise élus devraient être davantage aux commandes. Il cite notamment la coprésidence de l'AME, assurée par **Xavier Horent** (qui quitte ce mois-ci Mobilians) et son homologue allemand du ZDK, pour illustrer ce

fonctionnement dominé par les permanents. *"Ce sont les élus doivent définir les orientations politiques tandis que les délégués généraux ont vocation à les mettre en œuvre",* dit-il.

Marc Bruschet défend également une réforme profonde du fonctionnement démocratique de Mobilians : *"Avant de redonner du pouvoir aux élus, il faut le rendre aux adhérents."* Il juge le système électoral actuel trop éloigné de la base. *"Nous avons 25.000 adhérents et environ 250 grands électeurs. Plus personne ne comprend réellement comment fonctionne cette élection",* affirme-t-il. Sa proposition est radicale : instaurer l'élection du président au suffrage universel direct des adhérents : *"Si l'on veut intéresser les adhérents à la vie du syndicat, il faut commencer par leur permettre de choisir leur président."* Cette logique pourrait selon lui être étendue aux élections des présidents de métiers.

Marc Bruschet estime aussi que l'organisation actuelle souffre d'un cloisonnement excessif. *"Aujourd'hui, nous fonctionnons en silos. Les métiers travaillent d'un côté, les territoires de l'autre."* Selon lui, cette organisation empêche la circulation de l'information et ralentit les prises de décision. Il propose de créer des rendez-vous réguliers réunissant présidents de métiers et présidents de régions afin de favoriser les échanges : *"Il faut assurer une véritable fluidité entre métiers et territoires."*

Il souhaite également développer des groupes de travail transversaux sur les grands sujets communs : *"Nous devons parler d'une seule voix lorsque les enjeux concernent toute la filière."* Cette approche lui paraît indispensable pour peser davantage face aux pouvoirs publics : *"Nous représentons 500.000 emplois. Il faut utiliser cette force collective."*

Marc Bruschet estime également nécessaire de clarifier les responsabilités entre président et délégué général. *"Nous avons progressivement dérivé vers un système où certains ont pu avoir le sentiment que les décisions étaient davantage prises par les permanents que par les élus",* dit-il.

Marc Bruschet assume le caractère plus clivant de son projet convaincu que *"améliorer l'existant ne suffira pas."*

Pour lui, les défis auxquels sont confrontées les entreprises de la mobilité nécessitent des transformations profondes. *"Compte tenu de l'ampleur et de l'urgence de la situation, nous ne nous en sortirons pas par une simple poursuite de l'existant. Il faut un véritable programme de rupture."*

Cette rupture vise à adapter l'organisation à un environnement qu'il juge radicalement différent de celui qui prévalait encore il y a quelques années. *"Le constat que je fais, c'est qu'une véritable tempête est en train de s'abattre sur notre filière. Et dans cette tempête, il faut un capitaine pour la traverser. Je pense être à peu près armé pour faire ça. Il faut oser changer maintenant."*

Par **Florence Lagarde**

Florence Lagarde est journaliste spécialisée dans l'économie automobile et directrice de la rédaction d'Autoactu.com, qu'elle a contribué à développer... voir plus